

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 95 - 2285

**7 AOUT 1995. — Arrêté royal
modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée**

ALBERT II, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 99;

Vu le Traité sur l'Union européenne du 7 février 1992, approuvé par la loi du 26 novembre 1992, notamment l'article O;

Vu la Directive 94/76/CE du Conseil de l'Union européenne du 22 décembre 1994 modifiant la Directive 77/388/CEE par l'introduction de mesures de transition applicables, dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne au 1er janvier 1995, en matière de taxe sur la valeur ajoutée;

Vu le Traité relatif à l'adhésion du Royaume de Norvège, de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, les annexes, les Protocoles et l'Acte final, signés à Corfou le 24 juin 1994, approuvé par la loi du 23 décembre 1994;

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 1er, modifié par la loi du 28 décembre 1992, l'article 70, § 4, alinéa 1er, modifié par la loi du 22 juillet 1993, et l'article 105, inséré par la loi du 28 décembre 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que déjà depuis le 1er janvier 1995 la République d'Autriche, la République de Finlande et le Royaume de Suède font partie de l'Union européenne et que dès lors, les mesures de transition nécessaires doivent être actées sans retard;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 1er du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par la loi du 28 décembre 1992, sont apportées les modifications suivantes :

A. à la fin du § 4, alinéa 2, 4^o, le point est remplacé par un point-virgule;

B. le § 4, alinéa 2, est complété comme suit :

« 5^o République de Finlande : les îles Åland. ».

Art. 2. Dans l'article 70, § 4, alinéa 1er, du même Code, modifié par la loi du 22 juillet 1993, les mots « 60 à 63 et 64, § 4 » sont remplacés par les mots « 60 à 63, 64, § 4, 76, § 1er, et 80 ».

Art. 3. Un article 107, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Article 107. § 1er. Lorsqu'un bien en provenance de la République d'Autriche, de la République de Finlande ou du Royaume de Suède :

— a été introduit avant le 1er janvier 1995 à l'intérieur de la Communauté telle qu'elle existait avant l'adhésion de ces Etats membres

et

— depuis son entrée à l'intérieur de ladite Communauté a été placé sous un régime d'admission temporaire en exonération totale des droits à l'importation ou sous l'un des régimes visés à l'article 23, § 4, 1^o et 4^o à 7^o

et

— n'est pas sorti de ce régime avant le 1er janvier 1995,

les dispositions en vigueur au moment où le bien a été placé sous ce régime continuent de s'appliquer jusqu'à la sortie du bien de ce régime.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 95 - 2285

**7 AUGUSTUS 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging
van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde**

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikel 99;

Gelet op het Verdrag van de Europese Unie van 7 februari 1992, goedgekeurd bij de wet van 26 november 1992, inzonderheid op artikel O;

Gelet op de Richtlijn 94/76/EG van de Raad van de Europese Unie van 22 december 1994 tot wijziging van de Richtlijn 77/388/EEG door de invoering van overgangsmaatregelen op BTW-gebied, in verband met de uitbreiding van de Europese Unie op 1 januari 1995;

Gelet op het Verdrag betreffende de toetreding van het Koninkrijk Noorwegen, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie, de bijlagen, de Protocollen en de Siotakte, ondertekend te Korfoe op 24 juni 1994, bekrachtigd bij de wet van 23 december 1994;

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, op artikel 70, § 4, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, en op artikel 105, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, goedgekeurd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden reeds sedert 1 januari 1995 deel uitmaken van de Europese Unie en dat derhalve zonder uitstel de nodige overgangsmaatregelen moeten worden uitgevaardigd;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. op het einde van § 4, tweede lid, 4^o, wordt het punt vervangen door een puntkomma;

B. § 4, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« 5^o Republiek Finland : de Åland-eilanden. ».

Art. 2. In artikel 70, § 4, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, worden de woorden « 60 tot 63 en 64, § 4 » vervangen door de woorden « 60 tot 63, 64, § 4, 76, § 1, en 80 ».

Art. 3. Een artikel 107, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Artikel 107. § 1. Wanneer goederen afkomstig uit de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland of het Koninkrijk Zweden :

— vóór 1 januari 1995 zijn binnengebracht in de Gemeenschap zoals die bestond vóór de toetreding van die Lid-Staten

en

— sedert hun binnenkomst in voornoemde Gemeenschap werden geplaatst onder een regeling voor tijdelijke invoer met volledige vrijstelling van invoerrechten of onder één van de in artikel 23, § 4, 1^o en 4^o tot 7^o, bedoelde regelingen

en

— niet vóór 1 januari 1995 aan deze regeling zijn onttrokken.

blijven de bepalingen die van toepassing waren op het tijdstip dat de goederen onder deze regeling werden geplaatst van toepassing tot op het ogenblik dat de goederen aan deze regeling worden onttrokken.

§ 2. Lorsqu'un bien :

— a été placé avant le 1er janvier 1995 sous le régime de transit commun ou sous un autre régime de transit douanier

et

— n'est pas sorti de ce régime avant cette date,

les dispositions en vigueur au moment où le bien a été placé sous ce régime continuent de s'appliquer jusqu'à la sortie du bien de ce régime.

§ 3. Sont assimilées à une importation d'un bien en Belgique au sens de l'article 23, pour autant qu'il soit démontré qu'il s'agisse d'un bien qui se trouvait en libre pratique en République d'Autriche, en République de Finlande ou au Royaume de Suède :

1° toute sortie, y compris irrégulière, de ce bien en Belgique du régime d'admission temporaire en exonération totale des droits à l'importation sous lequel le bien a été placé avant le 1er janvier 1995 dans les conditions visées au § 1er;

2° toute sortie, y compris irrégulière, de ce bien en Belgique d'un des régimes visés à l'article 23, § 4, 1° et 4° à 7°, sous lequel le bien a été placé avant le 1er janvier 1995 dans les conditions visées au § 1er;

3° la fin en Belgique de l'un des régimes visés au § 2, engagé avant le 1er janvier 1995 à l'intérieur de la République d'Autriche, de la République de Finlande ou du Royaume de Suède, pour les besoins d'une livraison de ce bien effectué à titre onéreux avant cette date à l'intérieur de l'un de ces Etats membres par un assujetti agissant en tant que tel;

4° toute irrégularité ou infraction commise au cours de l'un des régimes visés au § 2 engagé dans les conditions prévues au point 3°.

§ 4. Est également assimilée à une importation d'un bien en Belgique au sens de l'article 23, l'affectation en Belgique, par un assujetti ou par un non-assujetti, d'un bien qui lui a été livré, avant le 1er janvier 1995, à l'intérieur de la République d'Autriche, de la République de Finlande ou du Royaume de Suède, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

— la livraison de ce bien a été exonérée, ou était susceptible d'être exonérée en vertu de leur exportation de la République d'Autriche, de la République de Finlande ou du Royaume de Suède;

— le bien n'a pas été importé avant le 1er janvier 1995 dans l'un des Etats membres de la Communauté telle qu'elle existait avant l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

§ 5. Par dérogation à l'article 24, l'importation d'un bien au sens des §§ 3 et 4 est effectuée sans qu'il y ait fait générateur de la taxe lorsque :

1° le bien est expédié ou transporté en dehors de la Communauté ou

2° le bien importé, au sens du § 3, point 1°, est autre qu'un moyen de transport et est réexpédié ou transporté, à destination de l'Etat membre à partir duquel il a été exporté et à destination de celui qui l'a exporté

ou

3° le bien importé, au sens du § 3, point 1°, est un moyen de transport qui a été acquis ou importé, avant la date du 1er janvier 1995, aux conditions générales d'imposition du marché intérieur de la République d'Autriche, de la République de Finlande ou du Royaume de Suède, et/ou n'a pas bénéficié, au titre de son exportation, d'une exonération ou d'un remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée.

Cette condition est réputée remplie lorsque la date de première mise en service du moyen de transport est antérieure au 1er janvier 1987. ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995, à l'exclusion de l'article 2, qui entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 août 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

§ 2. Wanneer een goed :

— vóór 1 januari 1995 werd geplaatst onder de regeling voor gemeenschappelijk douanevervoer of een andere regeling voor douanevervoer

en

— niet vóór die datum aan deze regeling is onttrokken,

blijven de bepalingen die van toepassing waren op het tijdstip dat het goed onder deze regeling werd geplaatst van toepassing tot op het ogenblik dat het goed aan deze regeling wordt onttrokken.

§ 3. Met de invoer van een goed in België in de zin van artikel 23 wordt gelijkgesteld, voor zover wordt aangetoond dat het een goed betreft dat zich in het vrije verkeer bevond in de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland of het Koninkrijk Zweden :

1° elke onttrekking, met inbegrip van een onregelmatige onttrekking, van dat goed in België aan een regeling voor tijdelijke invoer met volledige vrijstelling van invoerrechten waaronder het goed vóór 1 januari 1995 werd geplaatst onder de in § 1 bedoelde voorwaarden;

2° elke onttrekking, met inbegrip van een onregelmatige onttrekking, van dat goed in België aan één van de in artikel 23, § 4, 1° en 4° tot 7°, bedoelde regelingen waaronder het goed vóór 1 januari 1995 werd geplaatst onder de in § 1 bedoelde voorwaarden;

3° het einde in België van één van de in § 2 bedoelde regelingen, waarmee vóór 1 januari 1995 werd aangevangen binnen de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland of het Koninkrijk Zweden ten behoeve van een vóór deze datum onder bezwarende titel verrichte levering van dat goed binnen één van deze Lid-Staten door een als zodanig handelende belastingplichtige;

4° elke onregelmatigheid of overtreding die werd begaan tijdens een van de in § 2 bedoelde regelingen aangevangen op de onder 3° bedoelde voorwaarden.

§ 4. Eveneens wordt met de invoer van een goed in België in de zin van artikel 23 gelijkgesteld, de bestemming in België, door een belastingplichtige of een niet-belastingplichtige, van een goed dat hem is geleverd, vóór 1 januari 1995, binnen de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland of het Koninkrijk Zweden wanneer aan de volgende voorwaarden is voldaan :

— de levering van dat goed is of kon worden vrijgesteld uit hoofde van zijn uitvoer in de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland of het Koninkrijk Zweden;

— dat goed is niet vóór 1 januari 1995 ingevoerd in een van de Lid-Staten van de Gemeenschap zoals die bestond vóór de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden.

§ 5. In afwijking van artikel 24 wordt de invoer van een goed in de zin van de §§ 3 en 4 verricht zonder dat een belastbaar feit plaatsvindt wanneer :

1° het goed uit de Gemeenschap wordt verzonden of vervoerd of

2° het in de zin van § 3, onder 1°, ingevoerde goed geen vervoermiddel is en herverzonden of vervoerd wordt naar de Lid-Staat waaruit het werd uitgevoerd en naar degene die het heeft uitgevoerd

of

3° het in de zin van § 3, onder 1°, ingevoerde goed een vervoermiddel is dat vóór 1 januari 1995 onder de algemene belastingvoorwaarden van de binnenlandse markt van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland of het Koninkrijk Zweden werd verworven of ingevoerd en/of waarvoor, uit hoofde van zijn uitvoer, geen vrijstelling of teruggaaf van de belasting over de toegevoegde waarde werd verleend.

Aan deze voorwaarde wordt geacht te zijn voldaan wanneer de datum van de eerste ingebruikneming van het vervoermiddel voorafgaat aan 1 januari 1987. ».

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995, met uitzondering van artikel 2, dat in werking treedt op 1 september 1995.

Art. 5. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 augustus 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT